

EYAL SIVAN OU UNE PAROLE JUIVE POUR LA PAIX

Rita BASSIL

Docteure en Littérature Générale et Comparée
(Paris 3 - Sorbonne- Nouvelle), écrivaine, journaliste,
Secrétaire de Rédaction de Travaux et Jours (USJ).

« Pour moi, c'est aussi important que des Juifs se mobilisent en solidarité des Palestiniens et je pense qu'en faisant ça, ils luttent aussi contre des préjugés antijuifs ».

La meurtière journée du lundi 14 mai 2018 à Gaza (au moins 58 palestiniens tués et 2400 blessés par l'armée israélienne), lors de la protestation contre le transfert de l'ambassade des États-Unis à Jérusalem, ne peut que nous pousser à véhiculer des voix « juives » inaudibles dans l'espace médiatique monopolisé par la propagande des puissants.

L'essayiste et réalisateur franco-israélien antisioniste engagé Eyal Sivan sort, en collaboration avec l'Union Juive Française pour la Paix (UJFP), dix vidéos pédagogiques qui ont pour but de déconstruire les stéréotypes concernant les Juifs. L'engagement d'Eyal Sivan, par le biais de l'intégrité de sa filmographie, est de montrer comment les Juifs peuvent contribuer à la construction d'une paix basée sur une société israélo-palestinienne égalitaire en droits, ainsi que sur la reconnaissance par les Israéliens de la Nakba, la « catastrophe ». À partir de trente-cinq « voix », trente-cinq histoires individuelles appartenant toutes à des militants de l'UJFP, Eyal Sivan relève la pertinence d'un militantisme « Juif » contre le racisme.

Parmi ses engagements artistiques et intellectuels, on peut rappeler le film *Route 181* réalisé avec le Palestinien Michel Khleifi. Les deux réalisateurs sillonnent en 2002, pendant deux mois, leur pays. Ils

tracent leur itinéraire sur une carte routière et l'intitulent « route 181 ». Cette ligne virtuelle suit les frontières de la résolution 181 adoptée par les Nations Unies en 1947 qui prévoyait la partition de la Palestine en deux États. Au cours de la réalisation du film, leur parcours s'enrichit de rencontres impulsives. Les deux cinéastes donnent la parole aux hommes et aux femmes qu'ils croisent et les interrogent, dans le cadre banal de leur vie quotidienne, sur la notion de frontières géographiques et psychologiques qui les séparent de leurs voisins.

Un autre documentaire, plusieurs fois primé à Milan, Palerme ou Reus, intitulé *La Mécanique de l'Orange* (2009) est remarquable par sa densité de références, de recherches historiques ainsi qu'en analyses contemporaines. Par le biais d'un voyage dans le temps, un voyage olfactif chargé du parfum des orangeries disparues, parti à la recherche de l'histoire des oranges de Jaffa, le réalisateur déconstruit la représentation officielle de l'État israélien retenue en Occident.

Malgré les régulières insultes et menaces de mort qu'il reçoit des courants ultra-sionistes, Eyal Sivan poursuit son engagement auprès des palestiniens contre la politique de domination. Dans son ouvrage co-écrit avec Armelle Laborie et publié en 2016, *Un Boycott légitime*, il défend le mouvement Boycott, Désinvestissement et Sanction (BDS) appliqué dans les domaines de l'économie mais aussi de l'université et de la culture contre l'État d'Israël. « Nous avons décidé » expliquent les deux auteurs « de rédiger cet essai parce que nous sommes convaincus que seules des contraintes venant de l'extérieur peuvent ébranler les dangereuses certitudes de la politique israélienne et rendre espoir à ceux qui la subissent. Mais aussi parce que la liberté critique et l'élargissement des espaces d'expression sont au cœur de la création artistique et des travaux universitaires. Défendre la liberté d'appeler au boycott ne va pas à l'encontre de la liberté critique ou de la liberté d'expression, il en fait partie ».

Pour un État binational égalitaire en droits

Dans son documentaire *État Commun conversation potentielle 1*, Eyal Sivan prend l'initiative inédite de faire se rencontrer virtuellement des Palestiniens et des Israéliens. Le film revient sur le concept du partage du territoire, contre une partition en deux États, Palestine/Israël. Ce projet, bâti par l'Organisation de Libération de la Palestine (OLP) en 1971, est selon Eyal Sivan devenu irréalisable. L'énoncé qu'il propose est « nouveau », donc révolutionnaire, car bien qu'il soit contemporain

à la naissance du mouvement sioniste, l'impact des combats menés en marge de la politique étatique est si faible que les voix alternatives sont inaudibles et menacées de censure.

Pour développer l'idée de partage, Eyal Sivan rassemble dans son film une vingtaine de Palestiniens et d'Israéliens adeptes de l'État Commun et de la réconciliation. Ils sont chercheurs, professeurs de référence, essayistes, écrivains, journalistes, politiciens, fondateurs et membres de mouvements anticoloniaux. Le montage est construit de façon à mettre en scène la parole (conversation potentielle) et l'écoute des différents protagonistes entre eux, et faire en sorte que les interlocuteurs semblent s'adresser tout au long des deux heures aux locuteurs. À gauche de l'écran s'expriment les onze intervenants palestiniens, à droite, les douze israéliens militants juifs antisionistes. Les personnes parlent ou écoutent - donc s'écoutent et échangent avec une grande intelligence dans un effort commun de réflexion vers une issue, dénuée de pathos, d'accusations ou de victimisation, qui sort des registres émotifs. Le chiffre « un » dans le titre suggère d'ailleurs une continuité dans la réflexion, au-delà des deux heures du documentaire.

Le documentaire s'ouvre sur le constat de la disparition territoriale de la Palestine à travers une chronologie numérique de la carte géographique, débutant en 1946 et se prolongeant jusqu'en 2012. Un constat évident mais face auquel résistent deux dénis, celui (israélien) de l'expulsion et celui de la dépossession (palestinien et arabe), d'où la prolongation du conflit dans un provisoire permanent.

La carte montre que nous sommes face à une Palestine réduite à de minuscules morceaux éclatés, criblés de colonies, sans continuité territoriale. Les intervenants se posent alors la question suivante : où pourraient s'établir deux États ? Les cartes sont mentales. Les frontières inexistantes. Israël est partout, et la Palestine nulle part, ou presque. « L'occupation est devenue indissociable d'Israël », selon les mots, dans le film, de Gédéon Lévy. Hassan Jabareen explique que, juridiquement, l'Autorité palestinienne n'a aucun pouvoir, et qu'à l'intérieur de la ligne verte nous sommes sous le même régime dominé par le parlement israélien, la cour suprême israélienne et l'armée israélienne. Il explique aussi qu'Israël maîtrise le moindre détail de cette politique territoriale, jusqu'à conduire l'examen d'affaires mettant en jeu les voisins palestiniens de Ramallah. L'Autorité Palestinienne ne se retrouve ainsi avec d'autre fonction que celle de gérer l'administration des territoires occupés.

Une parole juive pour la réappropriation identitaire confisquée.

Dans son dernier projet, dix clips évoqués en préambule réalisés en collaboration avec l'Union Juive Française Pour la Paix (UJFP), Eyal Sivan s'inscrit dans la continuité du livre publié par l'UJFP en 2016 sous le titre *Une parole juive contre le racisme*¹. Le spectateur arabophone peut, grâce à l'effort de Nahla Chahal et de l'équipe du journal *Assafir al-Arabi*, visionner ces clips ; les huit premiers sont déjà mis en ligne en libre accès.

À visée pédagogique, les vidéos de l'essayiste-réalisateur pratiquent une sorte de questionnement socratique à partir de questions claires et brèves. « Ce n'est que tardivement, dans les années 2000, que j'ai commencé à m'afficher juive, pour protester contre l'appropriation par Israël de l'identité juive pour légitimer sa politique, qui a tendance à faire que tous les Juifs doivent soutenir, par essence, la politique d'Israël, sauf à se renier comme juif ou à couvrir l'antisémitisme. C'est très important de montrer, au contraire, qu'on peut et qu'on doit être juif et combattre l'antisémitisme et, en même temps, l'islamophobie et le sionisme. C'est une des raisons pour lesquelles je me suis revendiquée de l'UJFP et de ma judéité, qui n'était pas exactement la façon dont je militais jusqu'alors », s'exprime l'une des protagonistes de ces vidéos.

Militer pour la réappropriation d'une parole juive confisquée par le gouvernement israélien, c'est d'abord parler en tant que « Juif », afin justement d'accéder aux valeurs universelles et de sortir des espaces identitaires réducteurs et asphyxiants : « C'est important pour moi de militer en tant que juive » témoigne encore une militante interrogée, « parce qu'il y a, déjà, un certain nombre de personnes qui parlent au nom des Juifs et qui expriment une voix, quasi systématiquement en soutien à la politique raciste menée par Israël. Et en même temps, je suis très heureuse de ne pas militer qu'avec des Juifs, de militer avec des non-Juifs, parce que justement, notre combat, c'est un combat pour des valeurs humanistes qui transcendent largement les questions d'appartenance ethnique ou religieuse ».

Une lutte contre toutes les formes de discrimination

Les discriminations ne s'annulent pas, elles s'ajoutent. L'une ne peut exclure l'autre et le combat demeure le même dans un processus à la fois d'identification à la victime et d'émancipation de celle-ci. En ce sens,

¹ Les 5000 exemplaires de ce livre sont aujourd'hui épuisés et l'UJFP travaille à la seconde édition qui paraîtra en janvier 2018.

le clip 4 établit un parallèle entre la lutte féministe et la lutte contre le racisme, sur l'idée que « quand on est une femme on a forcément été exposée à des formes de minorisation, de relégation, de discrimination, de forçage, de violence, qui font qu'on devrait être sensible à toutes les formes de violence, de minorisation, de discrimination etc... qui entrent sous le chapeau du racisme ». La lutte est pour tou-te-s les militant-e-s une lutte contre la stigmatisation : des Juifs, des Noirs, des Arabes, des Musulmans, des femmes... Ainsi le féminisme se fait-il écho de l'antiracisme, de l'anti-sexisme, de l'islamophobie, de la négrophobie et de l'antisémitisme, les mécanismes de communautarisme impliquant automatiquement des formes d'exclusion. La majorité des intervenants jugent que les plus vulnérables aujourd'hui sont « les femmes musulmanes qui sont attaquées directement à cause du voile qu'elles décident de porter ».

Les luttes se juxtaposent et les comparaisons s'avèrent fructueuses pour le raisonnement : une femme blanche serait privilégiée par rapport au racisme parce qu'elle est du côté des dominants, alors que par rapport au genre elle serait plutôt du côté des dominés, d'où l'incompréhension de certaines militantes face au mépris de certaines autres pour les femmes voilées, que la société veut exclure par l'isolement et qui seraient donc victimes d'antiféminisme. Les militantes et militants juifs interrogé-e-s se solidarisent avec les femmes voilées dans le but de les préserver de l'isolement, ce qui est perçu, regrettent-ils, par certaines féministes, comme un renoncement au féminisme.

Racisme et colonialisme : les racines du mal.

Créée à la suite du partage franco-britannique de la dépouille ottomane au sortir de la Seconde Guerre mondiale, Israël est la dernière colonie tolérée sur la planète. Pour Armand, tout comme pour Michèle (Siboni) militant-e jui-f-ve consulté-e, le racisme serait la première justification de ce colonialisme. Les deux notions vont de pair, puisque « le racisme, c'est quand des gens décident qu'ils sont supérieurs à d'autres ». S'il existe donc « des êtres supérieurs à des êtres inférieurs, alors effectivement, on peut les coloniser, on peut les exploiter, etc. ». « Cette hiérarchie profonde » dénonce Michèle Siboni, « héritée depuis des siècles, fait qu'un Européen, c'est le centre du monde, et que le reste du monde gravite autour de lui comme périphérique, c'est insupportable ». Le racisme sert aussi à diviser, donc à s'appropriier le terrain de l'autre par la force. Michèle Siboni affirme alors « je milite

contre le racisme qui consiste à dire que les Juifs ont des droits en Palestine et que les Palestiniens n'ont pas ces droits, alors qu'ils sont les autochtones et les indigènes de Palestine », une parole qui fait écho à celle de ses camarades pour qui l'antisionisme et l'anticolonialisme sont deux branches d'un même combat.

Dans cette même logique, il est important de considérer également que l'antisémitisme est une forme de racisme. Toutefois, les militants juifs refusent de hiérarchiser les différentes formes de racisme et de placer en haut de l'échelle l'antisémitisme. Le privilège serait, en quelque sorte, dans ce sens, une opinion raciste, puisque la discrimination à l'encontre d'une certaine minorité ou communauté serait plus admise qu'une autre. C'est ce que Georges Gumpel nomme « l'antiracisme des blancs », puisqu'il s'applique à géométrie variable vis-à-vis des Juifs et qu'il ignore le racisme envers les Musulmans, les Noirs et d'autres minorités.

L'identification à la victime : se souvenir pour ne pas le reproduire

Les trente-cinq militantes et militants juifs mobilisés par ce formidable travail d'Eyal Sivan sont toutes et tous issus de cet horrible crime et drame innommable, la catastrophe subie par les Juifs d'Europe qui a mené à leur destruction (terme employé par le livre de référence de Paul Hilberg sur le génocide) par les nazis. Jean-Claude Meyer et Jean-Guy Greilsamer témoignent respectivement : « je me reconnais dans la défense contre l'islamophobie parce que je reconnais exactement les choses qui étaient reprochées aux Juifs autrefois. Voilà, c'est la même chose pour moi ». « Étant un enfant de parents rescapés du génocide, il m'appartenait de mettre en avant que le bilan du génocide, c'est « plus jamais ça », et non pas simplement pour les Juifs, mais « plus jamais ça pour tous ».

Antisionisme et antisémitisme

« C'est vrai que la création de l'État d'Israël vient de l'antisémitisme en Europe. Ça a fabriqué des sionistes, d'une certaine façon, qui étaient assez minoritaires dans le mouvement juif, mais, hélas, les antisionistes sont morts. Le sionisme pour moi est la question de la séparation du monde en races. Donc, mon judaïsme dit qu'au contraire le Juif, c'est le Juif errant, le Juif de la diaspora »...

Les clips, sont réalisés après le fameux amalgame d'Emmanuel Macron. Dans un discours prononcé en 2017, le président de la

République française a confondu antisémitisme et antisionisme (faute grave, qui a soulevé une vague de vive colère). Ce discours avait pour but d'innocenter le gouvernement Israélien en mettant la faute, tel que le véhicule la propagande sioniste, sur les populations arabes et leur « antisémitisme » prétendument assumé ; même si l'antisémitisme existe effectivement dans le monde arabe, résultat d'un amalgame réalisé entre Juif et sioniste et qu'il est impératif de le combattre, l'association de ces deux termes faite par le président français est dangereuse et problématique. Les militants de l'UJFP dont la voix n'est presque jamais relayée par les médias français qui leur préfèrent les représentants du Conseil Représentant des Institutions juives de France (CRIF), affirment tous être antisionistes parce que justement elles et ils sont juives et juifs, parce que « le sionisme » selon une intervenante a kidnappé le judaïsme », puisque « le sionisme politique, finalement, n'a rien à voir avec le judaïsme. C'est du racisme. C'est dire que Juifs et non-Juifs ne peuvent pas vivre ensemble. C'est un mouvement, c'est une idéologie politique et donc l'antisionisme, c'est une critique de cette idéologie et de ce mouvement ». La déclaration pro-sioniste reprise par Macron est qualifiée de mensonge et de propagande par les militants qui précisent qu'elle « n'est qu'un moyen rhétorique pour éviter toute discussion autour des politiques israéliennes et pour disqualifier celui qui porte la critique d'Israël ». « Il peut y avoir des antisionistes qui sont antisémites, on le sait, mais l'antisionisme n'est pas en soi un antisémitisme ».

Le sionisme producteur d'antisémitisme.

D'ailleurs, l'antisionisme, n'est au final qu'une position politique qui refuse la séparation des Juifs des autres citoyens du monde. D'où la colère des militants de l'UJFP à l'occasion de la visite de Netanyahou à Paris lors de la commémoration de la rafle du Vel d'Hiv, en juillet 2017. Cet événement est un symbole important de la collaboration française avec les Nazis : le 16 juillet 1942, plus de 13.000 juifs parisiens sont réveillés brutalement à l'aube et arrêtés par la police française. Une moitié est déportée à Drancy, l'autre est parquée au Vélodrome d'Hiver avant d'être conduite dans les camps de la mort. Quelques dizaines de personnes seulement en reviendront. L'invitation du premier ministre israélien, faite par la présidence française, n'est pas anodine. Lors de son élocution à Paris, Netanyahou appelle une fois de plus les Juifs de France à rejoindre Israël où ils seraient, selon lui, en sécurité. Cet appel a soulevé la colère des Juifs antisionistes : par cette

parole, Netanyahu les assimilait automatiquement à Israël et excluait leur identité française, et pratiquait donc une forme d'assimilation et d'exclusion. « Quand j'entends le gouvernement israélien parler au nom des Juifs » déclare Joëlle Marelli, « la première chose que ça me fait, c'est que ça me révolte. C'est une forme d'antisémitisme. C'est une forme d'assignation à résidence des Juifs, de l'identité juive, de l'histoire juive. C'est une forme de captation d'héritage. C'est quelque chose que nous devons refuser absolument ».

Aux propos de Joëlle font écho également ceux d'André, Daniel, Jean-Claude, Jean-Guy :

« Quand Netanyahu appelait tous les Juifs de France à venir en sécurité en Israël, leur patrie, je trouve que ce discours-là est profondément cynique et profondément pervers ».

« Cet appel fait considérer les Juifs comme étrangers dans leur propre pays ».

« Quand monsieur Netanyahu ou n'importe quel autre Premier ministre parle au nom des Juifs, je lui dénie absolument ce droit. Et c'est extrêmement dangereux pour les Juifs, aussi bien ceux d'Israël que ceux de la diaspora. J'accuse monsieur Netanyahu d'être un producteur d'antisémitisme. Il y a d'ailleurs un point commun entre les antisémites du monde entier et les sionistes, c'est qu'ils veulent tous que les Juifs se retrouvent dans un seul et même pays. Mon père, il n'est pas mort pour Israël. Il est mort parce qu'il était juif, tout simplement. C'est un crime contre l'humanité. Il n'est pas mort pour que maintenant, des gouvernements israéliens oppriment les Palestiniens ».

« Quand j'entends les autorités israéliennes parler au nom des Juifs du monde entier, vraiment, ça me révolte, ça me hérissé. Parce que cette façon de parler érige l'ensemble des Juifs en supporters d'un régime colonial, raciste, d'apartheid. Ça ne peut que favoriser l'antisémitisme ».

Les militants réagissent, à travers les vidéos, à la production de la peur créée par le gouvernement israélien et rappellent qu'ils ne se sentaient absolument pas menacés en France, qu'au contraire c'est en Israël qu'ils ne se sentent pas en sécurité. Ils considèrent que la férocité de la politique colonialiste israélienne ne peut qu'attiser le climat de haine et de désir légitime de vengeance et de réclamation de droit. « L'antisionisme est antiraciste. Le sionisme est raciste. Je dirais même

que le sionisme est antisémite. Dans l'histoire du sionisme, à aucun moment, le sionisme n'a combattu l'antisémitisme en Europe. Il s'en est toujours nourri. Le sionisme est un crime contre les Palestiniens, et un suicide pour les Israéliens et pour les Juifs en général », affirme encore un militant. « Être antisioniste, c'est s'opposer à la logique de la politique israélienne qui est de créer un État juif en Palestine, aux dépens des autres habitants, aux dépens des Palestiniens. De ce fait, le sionisme, comme phénomène politique, est intrinsèquement une politique raciste, parce qu'il dénie les droits du peuple qu'ils veulent remplacer sur cette terre ».

Le dernier clip, le numéro 10, propose des solutions. Parmi elles : l'arrêt du soutien que l'État français assure à Israël, l'arrêt de la maltraitance des réfugiés, mais aussi un travail à établir au niveau de l'éducation. Ces clips sont d'ailleurs diffusés dans les établissements scolaires, dans des réunions publiques dans les quartiers populaires, partout où se mène la lutte contre le racisme, contre les discriminations, contre les violences policières et le racisme d'État. Ces luttes contre les stéréotypes concernant les Juifs qui s'appuient sur des trajectoires personnelles, montrent comment des Juifs peuvent contribuer à la construction d'un nouvel antiracisme, et donc d'une société plus égalitaire. Tous ces combats rappellent également ceux de la vague des « Nouveaux historiens » apparue en Israël au début des années 1970 et qui révèlent et dénoncent la Nakba, face à une majorité encore aveuglée par son histoire et qui demeure dans le déni total de ses propres crimes.

Ces mots, capables de fissurer les murs, ne peuvent que nous donner de l'espoir.

